

## DE LA SUITE DANS LES IMAGES

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Grant Thornton SAS**

SAS d'Expertise Comptable et de  
Commissariat aux Comptes

91 rue Nationale 59045 Lille Cedex

## **DE LA SUITE DANS LES IMAGES**

Association  
20 rue Georges Danton  
59000 LILLE

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS** **Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux adhérents de l'Association DE LA SUITE DANS LES IMAGES

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DE LA SUITE DANS LES IMAGES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 30 avril 2025 à Lille

Le commissaire aux comptes  
Grant Thornton SAS  
Membre français de Grant Thornton International



Stéphane Gros, Associé

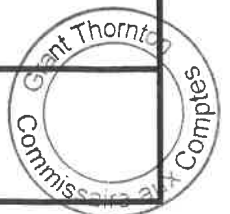
# Bilan

## Association De La Suite Dans Les Images - Lille

Au : 31/12/24

Montants exprimés en euros

Actif		Exercice			Exercice précédent
		Montant brut	Amort ou Prov	Montant net	au : 31/12/2023
Actif immobilisé	Immo. incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, logiciels et droits similaires Fonds commercial (1) Autres immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	753	753	
		<b>Total</b>	753	0	0
	Immobilitisations corporelles	Terrains Constructions Inst techniques, mat out industriels Autres immobilisations corporelles Immobilisations grevées de droits Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	19 119	18 115	667
		<b>Total</b>	19 119	1 004	667
	Immo. financières (2)	Participations Créances rattachées à des participations Titres immob activité de portefeuille Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières	1 850	1 850	1 850
		<b>Total</b>	1 850	1 850	1 850
	<b>Total I</b>	21 722	18 868	2 854	2 517
Actif circulant	Stocks et en-co	Matières premières, approvisionnement En cours de production biens et services Produits intermédiaires et finis Marchandises			
		<b>Total</b>			
		Avces et acptes versés sur commandes			
	Créances (3)	Créances usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres créances	10 840 51 284	10 840 51 284	24 020 102 828
		<b>Total</b>	62 124	62 124	126 848
	Divers	Autres titres Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance (4)	412 195 409 2 841	412 195 409 2 841	412 108 190 7 098
	<b>Total II</b>	260 786	0	260 786	242 548
	Frais d'émission des emprunts	III			
	Primes de remboursement des emprunts	IV			
	Ecart de conversion Actif	V			
<b>Total de l'actif (I+II+III+IV+V)</b>		<b>282 508</b>	<b>18 868</b>	<b>263 640</b>	<b>245 065</b>
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents				
Engagements	Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle				
	Dons en nature restant à vendre				
	Autres				





# Bilan

## Association De La Suite Dans Les Images - Lille

Au : 31/12/24

Montants exprimés en euros

<b>Passif (avant répartition)</b>		Exercice	Exercice précédent
Fonds propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise	16 687	27 324
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres fonds propres		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	3 022	-10 637
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>19 709</b>	<b>16 687</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total I</b>	<b>19 709</b>	<b>16 687</b>
	Fonds reportés liés au legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	146 525	78 411
	Fonds dédiés sur autres ressources		
	<b>Total II</b>	<b>146 525</b>	<b>78 411</b>
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	15 429	13 513
	<b>Total III</b>	<b>15 429</b>	<b>13 513</b>
	Dettes		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières diverses (3)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 320	67 793
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	70 657	67 372
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		1 289
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance (1)		
	<b>Total IV</b>	<b>81 977</b>	<b>136 454</b>
	<b>Total du passif (I+II+III+IV+V)</b>	<b>263 640</b>	<b>245 065</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>Total du passif (I+II+III+IV+V)</b>	<b>263 640</b>	<b>245 065</b>
Renvois	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
Engagements donnés	(3) Dont emprunts participatifs		
	Sur legs acceptés		
	Autres		







# DE LA SUITE DANS LES IMAGES - LILLE

Période de l'exercice

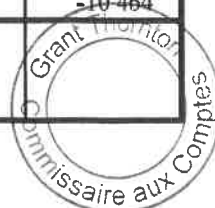
31/12/2024

Montants exprimés en euros

Période de l'exercice précédent

31/12/2023

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations	10 780	10 054
	Vente de marchandises		657
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	182 331	228 187
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	452 500	380 500
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
Charges d'exploitation	Legs, donations et assurance-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		18 109
	Utilisations des fonds dédiés	78 411	130 722
	Autres produits	20	375
	<b>Total des produits d'exploitation I</b>	<b>724 042</b>	<b>768 604</b>
	Marchandises	17	390
	Achats		
	Variations de stocks		
	Matières premières et autres approvisionnements		
		{ Achats	
		{ Variation de stocks	
	Autres achats et charges externes (2)	316 139	411 312
Charges financières	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 141	4 524
	Salaires et traitements	193 661	211 255
	Charges sociales	56 294	62 183
		861	1 092
		{ amortissements	
		{ provisions	
	Dotations		
	d'exploitation		
	- sur immobilisations		
	- sur actif circulant : provisions		
	- pour risques et charges : provisions		
	Reprises en fonds dédiés	1 916	
Produits financiers	Autres charges	146 525	78 411
		3 144	11 630
	<b>Total des charges d'exploitation II</b>	<b>722 698</b>	<b>780 797</b>
	<b>Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>1 344</b>	<b>-12 193</b>
	Excédents ou déficits transférés		
	III		
	Déficits ou excédents transférés		
	IV		
	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	1 678	1 729
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des produits financiers V</b>	<b>1 678</b>	<b>1 729</b>
	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières VI</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Résultat financier (V-VI)</b>	<b>1 678</b>	<b>1 729</b>
	<b>Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>3 022</b>	<b>-10 464</b>
Renvois	(2) Y compris redevances de crédit-bail mobilier immobilier		



Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		0	20
	Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Charges exceptionnelles	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
	<b>Total des produits exceptionnels</b> <b>VII</b>		0	20
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		0	193
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
	<b>Total des charges exceptionnelles</b> <b>VIII</b>		0	193
<b>Résultat exceptionnel</b> <b>(VII-VIII)</b>			0	-173
Participation des salariés aux résultats		<b>IV</b>		
Impôts sur les sociétés		<b>X</b>	0	0
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>		<b>XI</b>	725 720	770 353
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>		<b>XII</b>	722 698	780 990
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b> <b>(XI-XII)</b>			3 022	-10 637
<b>Contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
<b>TOTAL</b>				
Charges				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
<b>TOTAL</b>				



## **Annexe au bilan et au compte de résultat**

### **De la suite dans les images**

#### Objet

L'association dite De la suite dans les images a pour objet :

- l'animation du réseau des cinémas de proximité du Nord et du Pas-de-Calais ;
- le soutien à la diffusion et à l'accompagnement du cinéma, en priorité les films recommandés Art et Essai et les œuvres aidées en région Hauts-de-France ;
- l'éducation au cinéma et aux médias par la théorie et la pratique, en particulier auprès des publics les plus jeunes ;
- la mise en œuvre d'actions de formation à l'attention des professionnels de l'exploitation et de l'action culturelle cinématographique, de l'éducation et du social ;
- le conseil aux enjeux culturels du cinéma et à l'environnement numérique ;
- la création et la gestion de tout équipement susceptible de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

De la suite dans les images pourra établir tout partenariat et organiser toute manifestation concourant à la concrétisation de cet objet et, sur décision du Conseil d'Administration, adhérer à toute structure poursuivant des buts identiques ou semblables, tant sur le plan local qu'au niveau national, international ou européen.

De la suite dans les images pourra agir et/ou ester en justice, tant en demande qu'en défense, pour la préservation de la diversité culturelle et des salles de cinéma adhérentes à l'association, sans que celles-ci ne soient privées de leur capacité à se produire en justice en leurs noms propres

#### Nature et périmètre des activités

De la suite dans les images met en relation, accompagne et soutient les professionnels de l'exploitation et de l'action culturelle cinématographique en région Hauts-de-France, plus particulièrement dans le Nord et le Pas-de-Calais depuis 2002.

L'association compte 32 adhérents, dont 31 à titre moral. 29 sont des exploitants et 2 des structures d'action culturelle. Ils représentent 32 salles de cinémas réparties dans 31 villes (22 dans le Nord, 9 dans le Pas-de-Calais) et 1 circuit itinérant (CinéLigue Hauts-de-France).

L'actualisation permanente du projet a conduit De la suite dans les images à s'adresser à l'ensemble des cinémas de la petite exploitation et/ou classés Art et Essai et, ce faisant, à donner de nouvelles dimensions à l'action collective et sa fonction de structure-ressources.

Selon la nature des actions, celles-ci sont menées à quatre échelles territoriales distinctes : les Hauts-de-France, l'ancienne région Nord – Pas-de-Calais, la dimension départementale ou intercommunale, le local.



### Description des moyens mis en œuvre

De la suite dans les images reçoit le soutien du Conseil Régional Hauts-de-France, de la DRAC Hauts-de-France, du Centre National du Cinéma et de l'image animée, du Département du Pas-de-Calais et du Département du Nord.

Les moyens attribués sont consacrés au fonctionnement de De la suite dans les images qui se décline en cinq axes :

- l'accompagnement professionnel et l'animation de réseau ;
- le soutien à la diffusion du cinéma Art et Essai et de la création régionale ;
- la médiation culturelle dont Cinéma & Jeu Vidéo
- l'éducation au cinéma & aux médias (incluant, dans le Pas-de-Calais, les coordinations de « Ecole et cinéma / Ecole et cinéma - maternelle » et « Collège au cinéma » et dans le Nord « Collège au cinéma ») ;
- « Flux », les avant-programmes dans les cinémas.

Les salariés mis à contribution sont au nombre de 8 (en dehors d'éventuels renforts correspondant à des besoins ponctuels) :

- David Broutin, directeur, CDI 35 heures ;
- Marine Clément, coordinatrice scolaire, CDI 32 heures ;
- Alexandre Corvaisier, chargé de diffusion et coordinateur de « Flux », CDI 35 heures ;
- Eléonore Dumas, attachée de communication, CDI 20 heures ;
- Patrick Hennion, comptable, CDI 15 heures ;
- Pierre Pedinotti, coordinateur Cinéma & Jeu Vidéo, CDI 12 heures ;
- Thierry Laurent, intervenant culturel, CDI 20 heures ;
- Samuel Quiquempois, chargé des actions éducatives, CDI 35 heures ;

Enfin, l'Association ne met pas en œuvre d'activité de recherche de fonds (dons, legs ...) et réalise son activité exclusivement sur le territoire français.



## **1 Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs**

Aucun fait marquant n'est intervenu au cours de l'exercice  
De même aucun fait postérieur à la clôture n'est à signaler.  
A la fin de l'exercice l'association est à jour de ces dettes et cotisations sociales.

## **2 Principes, règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (ANC 2018-06).

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 24 avril 2025 dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Indépendances des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## **3 Règles et méthodes appliquées aux différents postes du bilan et du compte de résultat**

Les choix suivants ont été retenus :

### **Immobilisations corporelles et amortissements**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des coûts indirects.

Le mode d'amortissement choisi pour les différents postes d'immobilisations est le linéaire.

Les durées moyennes sont les suivantes :

- |                      |                |
|----------------------|----------------|
| - concessions        | 1 an           |
| - divers             | 4 ans et 5 ans |
| - matériel de bureau | 3 ans          |

### **Créances sur les usagers**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Subventions d'exploitation**

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées intégralement en créances et en produits d'exploitation dès qu'elles sont notifiées ; la part non réalisée à la clôture de l'exercice est comptabilisée en «fonds dédiés».

Par exception, lorsqu'une action se déroulant sur l'année scolaire, ne génère qu'une couverture des charges engagées, l'excédent des versements reçus en fin d'exercice, par rapport aux dépenses engagées, est comptabilisé en produits constatés d'avance en fin d'exercice (et impacte directement les produits au compte d'exploitation) ; en cas de dépenses engagées supérieures au versement reçu, un produit à recevoir est comptabilisé.



#### 4 DETAIL DES POSTES ACTIF

##### Immobilisations corporelles et incorporelles

- détail des mouvements de l'exercice

Brut	01/01/24	Investissement	Cessions mises au rebut	31/12/24
Concessions	753			753
Divers	9 777			9 777
Matériel informatique	8 930	1 198	786	9 342
TOTAL	19 460	1 198	786	19 872

##### Amortissements

- Détail des variations de l'exercice

	01/01/24	Dotation	Sortie ou cession	31/12/24
Concessions	753			753
Divers	9 777			9 777
Matériel informatique	8 263	861	786	8 338
TOTAL	18 793	861	786	18 868

##### Créances

- Ventilation 1 an ; 1 à 5 ans ; + 5 ans

	Total	- 1 an	+ 1 an -5 ans	+ 5 ans
Immo. Financières	1 850		1 850	
Clients	10 840	10 840		
Autres créances	51 284	51 284		
Acomptes person.				
TOTAL	63 974	62 124	1 850	

##### Produits à recevoir : comptes provisions

- Fournisseurs avoirs non encore reçus
- Clients factures à établir
- Subventions à recevoir 50 200
- Autres produits à recevoir

TOTAL 50 200



### Charges constatées d'avance

- Charges d'exploitations	2 841
- Charges financières	
- Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>2 841</b>

### 5 DETAIL DES POSTES PASSIF

#### Fonds propres

	01/01/24	Affectation excédent	Affectation perte	31/12/24
Fonds propres sans droit de reprise	27 324		10 637	16 687

#### Provisions

	01/01/24	Dotation	Reprise	31/12/24
Prov. dépréciations comptes clients				
Prov . pour charges	13 513	1 916		15 429
<b>TOTAL</b>	<b>13 513</b>	<b>1 916</b>		<b>15 429</b>

Les provisions sont constituées dès lors qu'il existe une obligation de l'association vis-à-vis de tiers. Au 31 décembre 2024, il s'agit de provisions pour indemnités de départ en retraite calculées sur la base des droits acquis par les salariés. Par soucis de simplification, il n'a pas été tenu compte de taux d'évolutions de salaires, d'inflation... Par ailleurs, cette provision couvre les charges potentielles des personnels dont le départ à la retraite est proche ; un engagement complémentaire de 40 K€ environ a été estimé pour couvrir la totalité du passif social sur la base de la Convention Sectorielle.

#### Fonds dédiés

	01/01/24	Dotation	Reprise	31/12/24
Sur subvention de fonctionnement	78 411	146 525	78 411	146 525
Sur autres ressources				
<b>TOTAL</b>	<b>78 411</b>	<b>146 525</b>	<b>78 411</b>	<b>146 525</b>

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charge sous la rubrique 6894 « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan sous le compte 1940 « fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte 7894 « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».





## **Dettes**

- Ventilation 1 an ; 1 à 5 ans ; + 5 ans

	Total	- 1 an	+ 1 an -5 ans	+ 5 ans
Dettes ets de Crédit				
Dettes fournisseurs	11 320	11 320		
Dettes personnel	27 687	27 687		
Dettes sociales	38 729	38 729		
Dettes fiscales	4 241	4 241		
Autres dettes				
Produits const. d'avance				
TOTAL	81 977	81 977		

## **Charges à payer : comptes provisions**

- Fournisseurs factures à recevoir	3 398
- Dettes provisionnées pour congés à payer	27 687
- Primes à payer	
- Charges sur congés à payer	13 100
- Provisions charges sociales	
- Provision charges fiscales	3 106
TOTAL	47 291

## **Produits constatés d'avance**

- Produits d'exploitations

TOTAL

## **6 DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

### **Reprise de provisions et transfert de charges**

- Provision pour dépréciation comptes clients  
- Provision pour risques et charges  
- Rbt cpam

TOTAL

### **Effectif**

- Effectif moyen 6

- Non cadres 5  
- Cadres 1

